

## SEANCE DU 9 JUIN 2011

Présents : M. Riguelle, *Bourgmestre-Président*;

MM. Colot, M. Schoonbroodt, M. Vander Mynsbrugge, M. Vande Weyer, Mme Dupont, *Echevins*;

M. De Smedt, Mme Stroobants, Mme Vanden Bremt, M. Tellier, Mme Molineaux-Loobuyck, M. Boucq, Mme Kunsch, M. Ghilbert, Mme De Buck, M. Jouglaf, M. Chalmagne, Mme Dehaen-Cackebeke, Mme Mettioui, M. Mesky, Mme Hendrix, Mme Vandooren, *Conseillers*;

M. Rossignol, *Secrétaire Communal*;

Absents et excusés : M. Decabooter, M. Riga, *Echevins*, M. Hermans, M. Van Den Bynde, Mme M'Buzi, *Conseillers* ;  
M. Culot, *Président du C.P.A.S.*

---

### LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20 H 07

#### SEANCE PUBLIQUE – OPENBARE ZITTING

*Le Conseil communal observe une minute de silence en commémoration de Monsieur Jules DE BOECK, Echevin honoraire et ancien Président du CPAS*

---

#### SEANCE PUBLIQUE – OPENBARE ZITTING

09/06/2011/A/007

Procès-verbal de la séance du 26 mai 2011 - Approbation

Après lecture des décisions prises en séance du 26 mai 2011, le procès-verbal de cette séance est approuvé à l'unanimité.

09/06/2011/A/008

Enseignement communal francophone de Berchem-Sainte-Agathe - Conditions d'accèsion à la fonction de directeur/directrice pour l'enseignement maternel, primaire ou de l'Académie de musique de la danse et des arts de la parole - Modifications

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu le décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidé de l'enseignement officiel subventionné et plus particulièrement les articles 45 à 52 ;

Vu le décret de la Communauté française du 4 janvier 1999 tel que modifié, relatif aux fonctions de promotion et de sélection de directeur d'école maternelle ou primaire ;

Vu le décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, paru au *Moniteur belge* du 15 mai 2007 ;

Vu la circulaire n° 1881 de la Communauté française du 23 mai 2007 relative aux modalités d'application du décret du 2 février 2007 pour le réseau officiel subventionné ;

Vu que ce nouveau statut est applicable à partir du 1 septembre 2007 ;

Vu la décision du Conseil communal du 25.06.2009 concernant les conditions d'accèsion à la fonction de directeur/directrice de l'Enseignement maternel, primaire ou pour l'Académie de musique, de la danse et des arts de la parole;

Vu les observations du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces;

DECIDE à l'unanimité des voix:

#### Article 1:

La présente délibération est d'application tant pour l'Enseignement maternel et primaire que pour l'Académie de musique et des arts de la parole.

#### Article 2:

#### 1) CONDITIONS POUR PARTICIPER A L'EXAMEN D'APTITUDE À LA FONCTION DE DIRECTION ET ETRE ADMIS AU STAGE

Le Pouvoir organisateur décide de mettre en concurrence plusieurs catégories de candidats et lance un appel aux candidats ouvert aux paliers 1 et 2 du décret de la Communauté française du 2 février 2007 :

- Palier 1

Le candidat doit répondre aux conditions suivantes :

- 1) Avoir acquis, une ancienneté de service de sept ans au sein du Pouvoir Organisateur de Berchem-Sainte-Agathe dans une fonction de recrutement, de la catégorie en cause, respectivement maternelle, primaire ou académie de musique ;

Pour l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée doit avoir été acquise au niveau fondamental.

- 2) Etre titulaire à titre définitif d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le Pouvoir organisateur de Berchem-Sainte-Agathe.
- 3) Exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du titre IV du décret du 2 février 2007

<i>1. Fonction de promotion.</i>	<i>2. Fonction(s) exercée(s)</i>	<i>3. Titre(s) de capacité.</i>
Directeur d'école maternelle	Instituteur maternel	Diplôme d'instituteur maternel
Directeur d'école primaire	a) Instituteur primaire b) Maître de cours spéciaux (éducation physique, seconde langue, morale)	a) Diplôme d'instituteur primaire ou AESI b) Diplôme d'instituteur primaire ou AESI Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.
Directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit	Fonction de recrutement ou de sélection du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit	Un des titres requis pour une des fonctions visées à la colonne 2.

- 3) Répondre à l'appel aux candidats dont les formes sont fixées par la Commission paritaire centrale.
- 4) Avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation

• Palier 2

Le candidat doit répondre aux conditions suivantes :

- 1) Soit remplir toutes les conditions du palier 1 à l'exception de l'appel aux candidats et titulaire de trois attestations de réussite
- 2) Soit remplir toutes les conditions du palier 1 au sein d'un autre pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné à l'exception de l'appel aux candidats

Article 3:

Les candidatures doivent parvenir à l'Administration communale par lettre recommandée adressée au Collège des Bourgmestres et Echevins, 33 Avenue du Roi Albert, 1082 Berchem-Sainte-Agathe.

Pour que le dossier soit valablement constitué, la lettre de candidature sera accompagnée des documents suivants :

- un curriculum vitae ;
- une copie, certifiée conforme, du diplôme ou du certificat qui atteste des capacités du ou de la candidat(e) ;
- un extrait du casier judiciaire délivré moins de trois mois avant la date ultime d'inscription à l'examen ;
- un certificat de nationalité attestant que le candidat est Belge ou ressortissant de l'Union Européenne ;
- les candidats sont invités à préciser dans un document séparé (sur papier libre) les éléments qui ont contribué à leur assurer une formation et une expérience qui répondent au profil de la fonction à conférer et à en apporter le cas échéant, la preuve.

Les candidatures introduites après la date de clôture de l'appel aux candidats ne pourront pas être prises en considération.

Toutes les données relatives à l'examen (exigences, programme, date, lieu et l'examen...) seront communiquées individuellement par courrier.

## 2) COMPOSITION DU JURY

### Article 4:

Le Collège des Bourgmestre et Echevins remet les candidatures recevables à un jury composé d'un membre du collège, un directeur d'établissement d'enseignement communal, un directeur ou inspecteur pédagogique d'une commune et un responsable administratif d'une commune. Le jury bénéficie de l'assistance administrative des services communaux.

### Article 5:

Le jury, après avoir désigné son président et son secrétaire, interroge chaque candidat sur ses connaissances administratives, pédagogiques et d'organisation. Il apprécie ses capacités relationnelles. Il décide, collégialement, d'une notation pour chacun de ces aspects et motive la notation globale de chaque candidat.

## 3) PROGRAMME DE L'EXAMEN

### Article 6:

Le programme de l'examen est fixé comme suit :

#### Epreuve orale

total : 100 points

#### Entretien permettant

- d'évaluer la capacité du candidat à mettre en œuvre la lettre de mission, les projets pédagogiques et éducatifs ;
- de vérifier la concordance du profil du ou de la candidat(e) avec les exigences de la fonction.
- d'évaluer l'intérêt du candidat ou de la candidate pour la fonction ;
- d'apprécier la motivation du candidat à agir positivement en faveur de l'enseignement communal ;
- de juger ses capacités de direction, d'organisation et son style de commandement;
- de connaître sa disponibilité et sa souplesse pendant et en dehors des heures de prestations fixées par la Communauté française ;
- de juger ses capacités à créer ou faire évoluer des projets innovants ;
- de juger son style de communication avec le pouvoir organisateur, le personnel, les parents et les élèves ou durant le conseil de participation;
- d'apprécier sa technique d'évaluation;

### Article 7:

Pour réussir l'examen, le ou la candidat(e) doit avoir obtenu 60% des points.

## 4) DESIGNATION DU LAUREAT

### Article 8:

Le Conseil communal désigne le directeur ou la directrice parmi le personnel lauréat de l'examen organisé par l'Administration communale en tenant compte tant des résultats de l'examen que de tous les éléments qui ont contribué à assurer au candidat une formation et une expérience qui répondent au profil de la fonction à conférer conformément aux missions définies.

## 5) STAGE

### Article 9:

Nul ne peut être admis au stage de la fonction de promotion de directeur s'il ne répond au moment de l'admission au stage aux conditions prévues à l'article 2.

Le stage à une durée de deux ans. L'admission au stage et la nomination au stage à la fonction de directeur ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction de directeur à conférer.

### Article 10: Mesures transitoires

- A) Les membres du personnel désignés à titre temporaire dans une fonction de promotion avant la date d'entrée en vigueur du nouveau décret et qui ne peuvent bénéficier des conditions prévues aux articles 135 et 136 du nouveau décret peuvent continuer à bénéficier de l'exercice de leur désignation à titre temporaire.
- B) Peuvent également être admis au stage de directeur ou en cas de non vacances d'emploi, peuvent être désignés comme directeur, les membres du personnel

qui exercent temporairement une fonction de directeur à la veille de l'entrée en vigueur du décret du 2 février 2007 qui ne peuvent bénéficier des dispositions des mesures transitoires prévues aux articles 135 §1<sup>er</sup> et qui ont été désignés à titre temporaire en vertu des conditions de désignation à titre temporaire pour la fonction de directeur qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du nouveau décret.

Ces membres du personnel pourront être nommés ou engagés à titre définitif dès qu'ils rempliront l'ensemble des conditions de nomination ou d'engagement à titre définitif pour la fonction de directeur qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du nouveau décret à condition d'avoir obtenu les cinq attestations de réussite à l'issue de deux ans de stage.

#### Article 11:

Le stagiaire directeur peut mettre fin à sa demande à son stage à quelque moment que ce soit. Dans ce cas, le stagiaire directeur réintègre à titre définitif sa fonction dans son affectation d'origine.

Pour assurer la continuité de la fonction de direction et afin de ne pas perturber la stabilité de l'équipe pédagogique, la réintégration du membre du personnel dans son affectation antérieure peut être reportée de six mois par le Pouvoir organisateur.

### 6) LETTRE DE MISSION

#### Article 12:

Le Pouvoir organisateur confie, dès l'entrée en fonction, une lettre de mission dans laquelle sont spécifiées les missions du directeur et les priorités qui lui sont assignées en fonction des besoins de l'école.

### 7) PROCEDURE D'EVALUATION DU STAGE

#### Article 13:

La nomination définitive a lieu, à la fin de la période de stage sur base d'une évaluation favorable. En cas d'évaluation défavorable, le candidat sélectionné est démis de sa fonction et reprend sa fonction d'origine.

#### Article 14:

La procédure d'évaluation est fixée comme suit :

- A) L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission et sur la mise en pratique des compétences acquises. Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le directeur stagiaire et des moyens qui sont mis à disposition.
- B) L'évaluation aboutit à l'attribution d'une mention favorable, réservée ou défavorable.

La mention obtenue par le directeur stagiaire est portée à sa connaissance par lettre recommandée ou par remise de lettre de la main à la main avec accusé de réception. Le directeur stagiaire qui a obtenu une mention « réservée » ou « favorable » est à nouveau évalué en fin de seconde année de stage.

Le stage du directeur qui obtient une mention « réservée » à la seconde évaluation est prolongé d'une période de six mois.

Le directeur stagiaire peut solliciter une prolongation d'un an de son stage (article 33 du décret de la Communauté française du 2 février 2007)

Il est mis d'office fin au stage du directeur qui obtient la mention « défavorable » à l'issue de la première ou de la seconde évaluation. Cependant, le directeur stagiaire qui se voit attribuer une mention défavorable peut introduire par recommandé une réclamation écrite contre cette mention dans les 10 jours de sa notification auprès de la Chambre de recours.

Les deux évaluations seront proposées au Collège des Bourgmestre et Echevins qui présentera un avis motivé au Conseil communal.

### 8) NOMINATION DEFINITIVE

#### Article 15:

La nomination définitive a lieu, à la fin de la période de stage sur base d'une évaluation avec mention « favorable ».

#### Article 16:

Le membre du personnel n'est pas nommé ou engagé à titre définitif comme directeur si au plus tard à l'issue du stage, il n'est pas titulaire des attestations de réussite de la formation prévue par le décret.

#### Article 17:

Le Collège des Bourgmestres et Echevins est chargé des mesures d'exécution de cette délibération.

Article 18:

La présente délibération abroge toute autre décision en la matière

-----  
Franstalig gemeentelijk onderwijs van Sint-Agatha-Berchem – Toelatingsvoorwaarden tot de functie van directeur/directrice voor het kleuteronderwijs, het basisonderwijs of de academie voor muziek, dans en woordkunst  
-----

09/06/2011/A/009

Enseignement communal francophone de Berchem-Sainte-Agathe - Fixation des diverses modalités pour accéder à la fonction de directeur /directrice de l'enseignement primaire : appel à candidatures, profil de fonction, lettre de mission et réserve de recrutement -  
**DECLARATION D'URGENCE**

LE CONSEIL,

Vu l'article 97 de la nouvelle loi communale et l'article 28 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;

Vu le décret de la Communauté française du 02.02.2007 fixant le statut des directeurs, paru au Moniteur belge du 15.05.2007 ;

Vu que l'emploi de direction de l'école primaire est vacant à partir du 09.06.2011 ;

Vu qu'il y a lieu de définir la forme de l'appel aux candidats, le profil du candidat et la lettre de mission pour la fonction ;

Considérant que l'urgence est justifiée par le fait qu'il est dans l'intérêt du pouvoir Organisateur de pouvoir disposer d'une direction d'école ayant plein pouvoir dès la rentrée scolaire 2011-2012 et considérant que le moindre retard dans l'appel à candidatures pourrait occasionner des désagréments importants tant au niveau de l'organisation de la rentrée scolaire qu'au niveau de la gestion cohérente du corps professoral ainsi qu'au niveau de la qualité de l'enseignement ;

DECIDE par 21 voix oui:

*M. RIGUELLE, M. COLOT, M. SCHOONBROODT, M. VANDE WEYER, Mme DUPONT, M. DE SMEDT, Mme STROOBANTS, Mme VANDEN BREMT, M. TELLIER, Mme MOLINEAUX-LOOBUYCK, M. BOUCQ, Mme KUNSCH, M. GHILBERT, Mme DE BUCK, M. JOUGLAF, M. CHALMAGNE, Mme DEHAEN-CACKEBEKE, Mme METTIOUI, M. MESKY, Mme HENDRICKX, Mme VANDOOREN*

Article 1 :

Le Conseil communal déclare l'urgence pour fixer les diverses modalités pour accéder à la fonction de directeur/directrice de l'enseignement primaire : appel à candidatures, profil de fonction, lettre de mission et réserve de recrutement

09/06/2011/A/010

-----  
Enseignement communal francophone de Berchem-Sainte-Agathe - Fixation des diverses modalités pour accéder à la fonction de directeur /directrice de l'enseignement primaire : appel à candidatures, profil de fonction, lettre de mission et réserve de recrutement  
-----

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Communauté française du 02.02.2007 fixant le statut des directeurs, paru au Moniteur belge du 15.05.2007 ;

Vu que ce décret remplace les articles 45 à 52 du décret de la Communauté française du 6/6/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vu la circulaire n° 1881 de la Communauté française du 23.05.2007 qui explique les modalités d'application du décret du 02.02.2007 pour le réseau officiel subventionné ;

Vu que le nouveau statut est applicable à partir du 01.09.2007 pour la partie qui se rapporte au statut des directeurs ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25.06.2009 relative aux conditions d'accession à la fonction de directeur/directrice de l'enseignement maternel, primaire ou pour l'académie de musique, de la danse et des arts de la parole ;

Vu la délibération du Conseil communal du 09.06.2009 relative à la modification des conditions d'accession à la fonction de directeur/directrice de l'enseignement maternel, primaire ou pour l'académie de musique, de la danse et des arts de la parole;

Vu que l'emploi de direction de l'école primaire est vacant;

Vu la circulaire n° 2098 de la Communauté française du 05.11.2007 relative à l'appel à candidature pour l'admission au stage de directeur ;  
Vu l'avis de la Commission paritaire locale pour l'enseignement francophone du 08.06.2011 ;  
Vu qu'il y a lieu de définir la forme de l'appel aux candidats, le profil du candidat et la lettre de mission pour la fonction ;

DECIDE à l'unanimité des voix:

Article 1 :

Le conseil communal prend acte de l'avis de la Commission paritaire locale pour l'enseignement francophone et fixe la forme de l'appel aux candidats pour la fonction du directeur/de la directrice de l'école communale primaire (document 1).

Article 2 :

Le conseil communal prend acte de l'avis de la Commission paritaire locale pour l'enseignement francophone et fixe le profil du directeur/de la directrice de l'école communale primaire (document 2).

Article 3 :

Le conseil communal prend acte de l'avis de la Commission paritaire locale pour l'enseignement francophone et fixe la lettre de mission pour le directeur/la directrice de l'école communale primaire (document 3).

Article 4 :

La réserve de recrutement est fixée à 2 ans à partir de la date de la prise de fonction du directeur stagiaire lauréat de l'examen pour la fonction de directeur/directrice de l'école communale primaire

09/06/2011/A/011

Marchés publics lancés par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vertu des articles 234§3 et 236§2 de la Nouvelle Loi Communale – Communication

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 234 § 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 et article 236§2 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de passer des marchés par procédure négociée selon l'article 17§2, 1<sup>o</sup>a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE QUANT AUX MARCHES SUIVANTS :

- Marché de travaux, de fournitures et de services: Nouvelle Loi Communale article 234§3 - Marchés dont le montant estimé par nature d'articles ne dépasse pas € 5.500,00 hors tva, soit € 6.655,00 tva comprise – Mode de passation : procédure négociée sans publicité – Conditions du marché : sur facture acceptée – Collège du 22.03.2011, du 29.03.2011, du 05.04.2011, du 12.04.2011, du 19.04.2011, du 03.05.2011, du 10.05.2011, du 17.05.2011, du 24.05.2011 et du 31.05.2011
- Travaux de réparation des éléments en béton de la façade avant du bâtiment Alcyons - Nouvelle loi communale article 234 § 3 - Mode de passation du marché: procédure négociée sans publicité - Approbation - Condition, mode de passation du marché et firmes à consulter - Montant estimé: € 21.190,00 + € 4.449,90 (TVA 21%) = 25.639,90 TVA comprise – Collège du 05.04.2011
- Ancienne Brasserie - Nouvelle Loi Communale article 236 § 2 - Mesures conservatoires urgentes en rapport avec la stabilité de la façade avant - Travaux complémentaires de consolidation des pieds des échafaudages pour un montant de € 7.432,00 + € 1.560,72 (TVA 21 %) = € 8.992,72 (TVAC) – Article 124/724-60 BEO - Collège du 10.05.2011
- Marché de travaux - Parc communal Pirsoul – Nouvelle Loi Communale – Article 234 § 3 et 236 - Aménagement d'une aire de jeux pour enfants âgés de 1 à 6 ans - Montant estimé : € 66.559,00 hors TVA ou € 78.110,56 TVA comprise - Approbation - Conditions, mode de passation du marché et firmes à consulter – Article 766/725-60 BEO – Collège du 17.05.2011
- Marché de services – Désignation d'un bureau d'architecture pour des travaux d'amélioration intérieurs de l'Ancienne Eglise et l'aménagement de chemins d'accès aux personnes à mobilité réduite à l'extérieur du bâtiment depuis la voie publique – Montant estimé : € 39.975,00 hors TVA ou € 48.369,75 21 % TVA

comprise – Approbation – Conditions, mode de passation du marché et firmes à consulter – Collège du 17.05.2011

- Marché de fournitures – Fourniture et placement de tentures ignifugées et tringles métalliques à l'Ancienne Eglise – Montant estimé : € 8.760,00 hors TVA ou € 10.599,60 21 % TVA comprise – Approbation – Conditions, mode de passation du marché et firmes à consulter – Collège du 17.05.2011
- Extension école Openveld – Nouvelle Loi Communale – Article 234 § 3 et 236 – Travaux préparatoires (tranchées concessionnaires et accès) Montant estimé : € 57.435,17 (hors TVA) ou € 69.496,56 (21% TVA comprise) Approbation - Conditions, mode de passation du marché et firmes à consulter - Article 701/724-60 BEO – Collège du 24.05.2011
- Marché de fournitures – Nouvelle Loi Communale – Article 234 § 3 et 236 – Livraison de mobilier scolaire - Montant estimé : € 63.057,85 hors TVA ou € 76.300,00 21% TVA comprise - Approbation - Conditions, mode de passation du marché et firmes à consulter – Collège du 31.05.2011

---

Overheidsopdrachten opgestart door het College van Burgemeester en Schepenen krachtens artikelen 234§3 en 236§2 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 en artikel 236§2;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 17§2, 1<sup>o</sup> a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE VOOR DE VOLGENDE OPDRACHTEN:

- Opdracht van werken, leveringen en diensten - Nieuwe Gemeentewet artikel 234§3 - Opdrachten waarvan het geraamde bedrag per aard van artikel niet hoger ligt dan € 5.500,00 excl. btw, hetzij € 6.655,00 incl. btw - Wijze van gunning: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Voorwaarden van de opdracht: met aangenomen factuur – College van 22.03.2011, van 29.03.2011, van 05.04.2011, van 12.04.2011, van 19.04.2011, van 03.05.2011, van 10.05.2011, van 17.05.2011, van 24.05.2011 en van 31.05.2011
- Herstellingswerken van de betonelementen van de gevel van het Alcyonsgebouw – Nieuwe Gemeentewet artikel 234 § 3 – Wijze van gunnen van de opdracht: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring - Voorwaarde, wijze van gunnen van de opdracht en te contacteren firma's – Geschat bedrag: € 21.190,00 + € 4.449,90 (BTW 21%) = 25.639,90 inclusief BTW – College van 05.04.2011
- Oude Brouwerij - Nieuwe Gemeentewet artikel 236 § 2 - Dringende instandhoudingsmaatregelen met betrekking tot de stabiliteit van de voorgevel - Bijkomende werken voor de versteviging van de onderkant stelling voor een bedrag van € 7.432,00 + € 1.560,72 (BTW 21 %) = € 8.992,72 (BTW) – Artikel 124/724-60 BGB - College van 10.05.2011
- Opdracht van werken – Gemeentelijk Pirsoulpark – Nieuwe Gemeentewet – Artikel 234 § 3 en 236 – Aanleg van een speelplein voor kinderen van 1 tot 6 jaar – Geschat bedrag : € 66.559,00 excl. BTW of € 78.110,56 incl. BTW - Goedkeuring - Lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Artikel 766/725-60 BGB – College van 17.05.2011
- Opdracht van diensten - Aanduiding van een architectenbureau voor aanpassingswerken van de binnenkant van de Oude Kerk en de aanleg van de toegankelijkheid van het gebouw voor minder valide personen vanaf de openbare weg tot het gebouw - Geraamd bedrag: € 39.975,00 excl. BTW of € 48.369,75 incl. 21% BTW - Goedkeuring - Lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – College van 17.05.2011
- Opdracht van leveringen - Levering en plaatsing van brandverende gordijnen en stalen baren in de Oude Kerk – Geraamd bedrag: € 8.760,00 excl. BTW of € 10.599,60 incl. 21 % BTW - Goedkeuring - Lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – College van 17.05.2011
- Uitbreiding Openveldschool – Nieuwe Gemeentewet – Artikel 234 § 3 en 236 - Voorbereidende werken (sleuven nutsvoorzieningen en toegangen) - Geraamd bedrag : € 57.435,17 (excl. BTW) of € 69.496,56 (incl. 21% BTW) -

Goedkeuring - Lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Artikel 701/724-60 BGB – College van 24.05.2011

- Opdracht van leveringen – Nieuwe Gemeentewet – Artikel 234 § 3 en 236 – Levering van schoolmeubilair – Geschat bedrag: € 63.057,85 excl. BTW of € 76.300,00 21% BTW inbegrepen – Goedkeuring – Voorwaarden, gunningswijze en te consulteren firma's – College van 31.05.2011

09/06/2011/A/012

Visitbrussels asbl – Nomination d'un représentant dans l'assemblée générale  
LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 120§2 : "*Le Conseil communal nommé (...) les représentants du conseil communal (...) dans les personnes morales dont la commune est membre*";

Vu la lettre du 06.04.2011 de Visitbrussels asbl qui est la nouvelle dénomination de l'asbl Bruxelles International - Tourisme&Congrès (BITC);

Considérant que les statuts de Visitbrussels asbl prévoient qu'elle a pour buts de promouvoir le tourisme en Région de Bruxelles-Capitale, d'étendre et renforcer l'image de la capitale;

Considérant que le Conseil communal doit procéder à la nomination d'un représentant dans l'assemblée générale ;

Attendu la candidature écrite de Monsieur Joël RIGUELLE en qualité de candidat représentant dans l'assemblée générale ;

Vu qu'un bureau de dépouillement est constitué par le Bourgmestre et que Madame KUNSCH et Monsieur TELLIER, Conseillers communaux, sont désignés pour faire partie de ce bureau. Le Secrétariat est assuré par le Secrétaire communal;

Vu que 21 bulletins de vote sont distribués;

Vu que le résultat du scrutin secret se présente comme suit :

- 19 oui
- 0 non
- 2 bulletins blancs

Vu qu'en conséquence, Monsieur Joël RIGUELLE est élu en qualité de représentant dans l'assemblée générale ;

DECIDE après scrutin secret:

Article 1:

Monsieur Joël RIGUELLE est nommé comme représentant dans l'assemblée générale de Visitbrussels asbl

Visitbrussels vzw – Benoeming van één vertegenwoordiger in de algemene vergadering  
DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, ondermeer artikel 120§2 : "*De Gemeenteraad benoemt (...) de vertegenwoordigers van de gemeenteraad (...) in de rechtspersonen waarvan de gemeente lid is*";

Gelet op het schrijven van 06.04.2011 van de vzw Visitbrussels die de nieuwe naam is van de vzw Brussel Internationaal - Toerisme&Congres;

Gelet op de statuten van vzw Visitbrussels die het toerisme in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevordert en het imago van de hoofdstad versterkt;

Overwegende dat de gemeenteraad moet overgaan tot de benoeming van één vertegenwoordiger in de algemene vergadering;

Gezien de schriftelijke kandidatuur van Mijnheer Joël RIGUELLE als kandidaat vertegenwoordiger in de algemene vergadering;

Gelet op de samenstelling door de Burgemeester van een opnemingsbureau, waarin Mevrouw KUNSCH en Mijnheer TELLIER, Gemeenteraadsleden, zijn aangeduid om deel uit te maken van dit bureau. Het Secretariaat is vertegenwoordigd door de Gemeentesecretaris;

Gezien er 21 stembiljetten werden verdeeld;

Gezien het resultaat van de geheime stemming volgende uitslag geeft:

- 19 ja
- 0 neen
- 2 blanco's

Gezien bijgevolg Mijnheer Joël RIGUELLE werd verkozen als vertegenwoordiger in de algemene vergadering;

BESLIST na geheime stemming:



Artikel 1:

Mijnheer Joël RIGUELLE wordt benoemd als vertegenwoordiger in de algemene vergadering van de vzw Visitbrussels

09/06/2011/A/013

Fabrique d'Eglise de la Basilique Nationale du Sacré-Coeur - Compte de fin de gestion – Avis

LE CONSEIL,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002;

Vu les articles 255 et 256 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la décision du Conseil de la Fabrique d'Eglise de la Basilique Nationale du Sacré-Cœur du 9 décembre 2008 approuvant la démission de Monsieur Jean-Paul ANDRE-DUMONT du poste de trésorier de la Fabrique d'Eglise et faisant état de l'élection et de la nomination de Monsieur Jacques ZEEGERS comme nouveau trésorier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ;

Vu la déclaration de reprise-remise signée le 1<sup>er</sup> février 2010 par le nouveau trésorier de la Fabrique d'Eglise, Monsieur ZEEGERS ;

Vu la décision du Conseil de la Fabrique d'Eglise du 25 mars 2010, arrêtant le compte de clerc à maître rendu par Monsieur ANDRE-DUMONT en sa qualité de trésorier démissionnaire à son successeur Monsieur ZEEGERS ;

Vu le quitus définitif accordé à Monsieur ANDRE-DUMONT de libérer le cautionnement de €2.500,00 ;

Vu l'extrait du P.V. du Conseil de la Fabrique d'Eglise du 12 janvier 2011 fixant le montant du cautionnement à €1.589,39 ;

Vu l'avis de cautionnement délivré par le SPF Finances le 17 décembre 2010 attestant du versement du cautionnement d'un montant de €1.589,39 par le nouveau trésorier ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE à l'unanimité des voix:

Article 1 :

D'aviser favorablement la démission de Monsieur ANDRE-DUMONT du poste de trésorier de la Fabrique d'Eglise ainsi que l'élection et la nomination de Monsieur ZEEGERS en tant que nouveau trésorier de la Fabrique d'Eglise à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Article 2 :

D'aviser favorablement le compte de clerc à maître rendu par Monsieur ANDRE-DUMONT, trésorier démissionnaire, à son successeur Monsieur ZEEGERS.

Article 3 :

D'aviser favorablement le quitus définitif accordé à Monsieur ANDRE-DUMONT de libérer le cautionnement de €2.500,00.

Article 4 :

D'aviser favorablement le montant fixé par le Conseil de la Fabrique d'Eglise à €1.589,39

Kerkfabriek van de Nationale Basiliek van het Heilig Hart - Eindrekening – Advies  
DE RAAD,

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op artikels 255 en 256 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van 9 december 2008 van de Kerkraad van de Nationale Basiliek van het Heilig Hart houdende goedkeuring van het ontslag van de Heer Jean-Paul ANDRE-DUMONT in de functie van schatbewaarder van de Kerkfabriek en vermelding van de verkiezing en de benoeming van de Heer Jacques ZEEGERS als de nieuwe schatbewaarder vanaf 1 januari 2009;

Gelet op de verklaring van overhandiging, ondertekend op 1 februari 2010 door de nieuwe schatbewaarder van de Kerkfabriek, de Heer ZEEGERS;

Gelet op de beslissing van 25 maart 2010 van de Kerkraad houdende vaststelling van de eindrekening die door de Heer ANDRE-DUMONT, aftredend schatbewaarder, aan zijn opvolger, de Heer ZEEGERS gegeven wordt;

Gelet op de definitieve decharge die aan de Heer ANDRE-DUMONT verleend wordt om de borgsom van €2.500,00 terug te krijgen;

Gelet op het uittreksel uit het proces-verbaal van de Kerkraad d.d. 12 januari 2011 houdende vaststelling van het bedrag van de borgsom op €1.589,39;  
 Gelet op het getuigschrift van de FOD Financiën van 17 december 2010 dat de storting door de nieuwe schatbewaarder van de borgsom van €1.589,39 bewijst;  
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Een gunstig advies uit te brengen over het ontslag van de Heer ANDRE-DUMONT in zijn functie van schatbewaarder van de Kerkfabriek en de verkiezing en benoeming van de Heer ZEEGERS als nieuwe schatbewaarder van de Kerkfabriek vanaf 1 januari 2009.

Artikel 2:

Een gunstig advies uit te brengen over de eindrekening die door de Heer ANDRE-DUMONT, aftredend schatbewaarder, aan zijn opvolger, de Heer ZEEGERS gegeven werd.

Artikel 3:

Een gunstig advies uit te brengen over de definitieve decharge die aan de Heer ANDRE-DUMONT verleend wordt om de borgsom van €2.500,00 terug te krijgen.

Artikel 4:

Een gunstig advies uit te brengen over het bedrag van de borgsom die door de Kerkraad op €1.589,39 vastgesteld werd

09/06/2011/A/014

-----  
 Programme triennal d'investissement – Années 2010-2011-2012 – Dotation triennale de développement – Appel à projets pour les dotations « URE bâtiment et logement »  
 LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;  
 Vu le courrier, reçu en date du 17/03/2011, du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale faisant un appel à projets pour les dotations URE bâtiment et URE logement ;  
 Attendu qu'il y a lieu de soumettre avant le 15/05/2011 des projets de travaux effectués dans des bâtiments appartenant aux communes (en ce compris dans les écoles communales) qui contribuent à une utilisation rationnelle de l'énergie ;  
 Vu la réunion d'information organisée par l'administration des pouvoirs locaux en date du 06/04/2011 ;  
 Considérant qu'il y a lieu d'approuver la liste des projets éligibles et leurs priorités en deux temps (Collège puis Conseil) ;  
 Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 10/05/2011 et décidant notamment :

*« Article 1 :*

*De répondre à l'appel à projets du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale concernant la dotation triennale de développement pour le triennat 2010-2011-2012.*

*Article 2 :*

*D'approuver la liste de projets comme suit :*

Priorité	Projet	Estimation TVAC
1	Ecole 7 Etoiles – Remplacement des châssis	€ 215.985,00
2	Salle des fêtes et salle du Conseil Communal – Remplacement des châssis	€ 119.130,53
3	Maison communale – Remplacement des châssis	€ 131.331,60

*Article 3 :*

*De proposer la liste dont question à l'article 2 à l'approbation du Conseil Communal. »*

DECIDE à l'unanimité des voix:

Article 1 :

D'approuver la liste de projets comme suit :

Priorité	Projet	Estimation TVAC
1	Ecole 7 Etoiles – Remplacement des châssis	€ 215.985,00
2	Salle des fêtes et salle du Conseil Communal – Remplacement des châssis	€ 119.130,53
3	Maison communale – Remplacement des châssis	€ 131.331,60

L

Driejarig investeringsplan – Jaren 2010-2011-2012 – Driejarige ontwikkelingsdotatie –  
Projectoproep voor de dotaties “REG gebouw en woning”

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de brief, ontvangen op 17/03/2011, van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor een projectoproep voor de dotaties REG gebouw en REG woning;

Gezien dat de projecten, voor werken die uitgevoerd moeten worden in gebouwen die toebehoren aan de gemeenten (ook in de gemeentescholen) die bijdragen tot een rationeel energieverbruik, voorgelegd moeten worden vóór 15/05/2011;

Gelet op de informatievergadering georganiseerd door het bestuur van plaatselijke besturen dd.06/04/2011;

Overwegende dat de lijst van de projecten die in aanmerking komen en hun prioriteit in twee tijden moeten goedgekeurd worden (College en nadien Raad);

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 10/05/2011 beslissende namelijk:

« Artikel 1:

*Te antwoorden aan de projectoproep van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de driejarige ontwikkelingsdotatie voor de jaren 2010-2011-2012.*

Artikel 2:

*De lijst van de projecten als volgt goed te keuren:*

Prioriteit	Project	Raming incl.BTW
1	7 Sterrenschool – Vervanging van de ramen	€ 215.985,00
2	Feestzaal en Raadszaal – Vervanging van de ramen	€ 119.130,53
3	Gemeentehuis – Vervanging van de ramen	€ 131.331,60

Artikel 3:

*De lijst waarvan sprake in artikel 2 voor te leggen ter goedkeuring aan de Gemeenteraad. »*

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De lijst van de projecten als volgt goed te keuren:

Prioriteit	Project	Raming incl.BTW
1	7 Sterrenschool – Vervanging van de ramen	€ 215.985,00
2	Feestzaal en Raadszaal – Vervanging van de ramen	€ 119.130,53
3	Gemeentehuis – Vervanging van de ramen	€ 131.331,60

09/06/2011/A/015

Extension école Openveld - Montant estimé : € 1.190.961,32 (hors TVA) ou € 1.441.063,20 (21% TVA comprise) - Approbation des conditions et du mode de passation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Attendu l'accroissement de la population scolaire ;

Attendu le souhait de la commune de construire une extension de l'école Openveld sur le terrain voisin de la fabrique d'église pour lequel une emphytéose de 50 années a été obtenue à partir du 01/04/2011 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 28 décembre 2010 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Extension école Openveld" au Bureau d'Architecture Vanthournout, rue J.B. Desmeth 19 à 1140 Bruxelles;

Vu la décision du gouvernement du 05/05/2011 prévoyant la possibilité de subsidier ce type de projet ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011/12 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Bureau d'Architecture Vanthournout, rue J.B. Desmeth 19 à 1140 Bruxelles;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 1.190.961,32 (hors TVA) ou € 1.441.063,20 (21% TVA comprise);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

Vu le crédit inscrit au budget extraordinaire 2011, et à inscrire lors de la modification budgétaire, à l'article 701/724-60, financement par emprunt, subside et FREQ (fonds de réserves extraordinaires);

DECIDE à l'unanimité des voix:

Article 1 :

D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011/12 et le montant estimé du marché "Extension école Openveld", établis par l'auteur de projet, Bureau d'Architecture Vanthournout, rue J.B. Desmeth 19 à 1140 Bruxelles. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 1.190.961,32 (hors TVA) ou € 1.441.063,20 (21% TVA comprise).

Article 2 :

De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3 :

De pourvoir à la dépense au moyen des crédits inscrits, et à inscrire lors de la modification budgétaire, à l'article 701/724-60 du budget extraordinaire 2011.

Article 4 :

Le marché sera financé par emprunt, subside et FREQ (fonds de réserves extraordinaires).

Article 5 :

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation et à l'autorité subsidiaire

---

Uitbreiding Openveldschool - Geraamd bedrag: € 1.190.961,32 (excl. BTW) of € 1.441.063,20 (incl. 21% BTW) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze  
DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gezien de aangroei van de schooljeugd;

Gelet op de wens van de gemeente om een uitbreiding van de Openveldschool te verwezenlijken op het aangrenzend terrein van de kerkfabriek voor dewelke een erfpacht van 50 jaar werd verkregen vanaf 01/04/2011;

Gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 28 december 2010 betreffende de gunning van de ontwerpopdracht voor de opdracht "Uitbreiding Openveldschool" aan Architectenbureau Vanthournout, J.B. Desmethstraat 19 te 1140 Brussel;

Gelet op de beslissing van de regering dd 05/05/2011 die de mogelijkheid voorziet om dit type project te subsidiëren;

Overwegende dat in het kader van deze opdracht een bijzonder bestek met nr. 2011/12 werd opgesteld door de ontwerper, Architectenbureau Vanthournout, J.B. Desmethstraat 19 te 1140 Brussel;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 1.190.961,32 (excl. BTW of € 1.441.063,20 (incl. 21% BTW));

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare aanbesteding;

Gezien de kredieten ingeschreven op de buitengewone begroting van 2011, en in te schrijven bij de begrotingswijziging, op artikel 701/724-60, financiering d.m.v. lening, subsidie en BGRF (buitengewone reservefondsen);

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. 2011/12 en de raming voor de opdracht "Uitbreiding Openveldschool", opgesteld door de ontwerper, Architectenbureau Vanthournout, J.B. Desmethstraat 19 te 1140 Brussel. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 1.190.961,32 (excl. BTW) of € 1.441.063,20 (incl. 21% BTW).

Artikel 2:

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare aanbesteding.

Artikel 3:

De uitgave te voorzien d.m.v. kredieten die ingeschreven zijn, en die ingeschreven zullen worden bij de begrotingswijziging, op artikel 701/724-60 van de buitengewone begroting 2011.

Artikel 4:

De opdracht te financieren d.m.v. lening, subsidie en BGRF (buitengewone reservefondsen).

Artikel 5:

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken en aan de subsidiërende overheid

09/06/2011/A/016

Etude et coordination de la construction d'une école avenue du Hunderenveld - Montant estimé : € 402.000,00 (hors TVA) ou € 486.420,00 (21% TVA comprise) - Approbation des conditions et du mode de passation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la

transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;  
Attendu l'accroissement de la population scolaire ;  
Attendu le souhait de la commune de construire une nouvelle école sur le terrain jouxtant le centre sportif avenue du Hunderenveld ;  
Considérant le cahier spécial des charges N° TP-OW 2011/19 relatif au marché "Etude et la coordination de la construction d'une école avenue du Hunderenveld" établi par le Département des Travaux Publics ;  
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 402.000,00 (hors TVA) ou € 486.420,00 (21% TVA comprise) ;  
Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;  
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres général ;  
Vu le crédit inscrit au budget extraordinaire 2011, et à inscrire lors de la modification budgétaire, à l'article 701/747-60, financement par emprunt ;

DECIDE à l'unanimité des voix:

Article 1 :

D'approuver le cahier spécial des charges N° TP-OW 2011/19 et le montant estimé du marché "Etude et coordination de la construction d'une école avenue du Hunderenveld", établis par le Département des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 402.000,00 (hors TVA) ou € 486.420,00 (21% TVA comprise).

Article 2 :

De choisir l'appel d'offres général comme mode de passation du marché.

Article 3 :

De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4 :

De pourvoir à la dépense au moyen des crédits inscrits, et à inscrire lors de la modification budgétaire, à l'article 701/747-60 du budget extraordinaire 2011.

Article 5 :

Le marché sera financé par emprunt.

Article 6 :


De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation

---

Studie en coördinatie voor het bouwen van een school Hunderenveldlaan - Geraamd bedrag: € 402.000,00 (excl. BTW) of € 486.420,00 (incl. 21% BTW) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;  
Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;  
Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;  
Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;  
Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;  
Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;  
Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;  
Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;  
Gezien de aangroei van de schooljeugd;



Gelet op de wens van de gemeente om een nieuwe school te bouwen op het aangrenzend terrein van het sportcentrum Hunderenveldlaan;  
Overwegende dat in het kader van de opdracht "Studie en coördinatie voor het bouwen van een school Hunderenveldlaan" een bijzonder bestek met nr. TP-OW 2011/19 werd opgesteld door het Departement Openbare Werken;  
Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 402.000,00 (excl. BTW) of € 486.420,00 (incl. 21% BTW);  
Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;  
Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de algemene offerteaanvraag;  
Gezien de kredieten ingeschreven op de buitengewone begroting van 2011, en in te schrijven bij de begrotingswijziging, op artikel 701/747-60, financiering d.m.v. een lening;

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. TP-OW 2011/19 en de raming voor de opdracht "Studie en coördinatie voor het bouwen van een school Hunderenveldlaan", opgesteld door het Departement Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten. De raming bedraagt € 402.000,00 (excl. BTW) of € 486.420,00 (incl. 21% BTW).

Artikel 2:

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de algemene offerteaanvraag.

Artikel 3:

De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.

Artikel 4:

De uitgave te voorzien d.m.v. kredieten die ingeschreven zijn, en die ingeschreven zullen worden bij de begrotingswijziging, op artikel 701/747-60 van de buitengewone begroting 2011.

Artikel 5:

De opdracht te financieren d.m.v. een lening.

Artikel 6:

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken

09/06/2011/A/017

Dénomination de la nouvelle petite voirie créée entre la Rue Openveld et la Rue de perpendiculairement à Termonde

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la loi communale ;

Vu le code bruxellois de l'aménagement du territoire tel qu'approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 09.04.2004 ;

Vu la circulaire ministérielle n° DI500.25 du 07.12.1972 ;

Vu le permis d'urbanisme avec création de voirie (AB 6566) accordé le 06.06.2008, à la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'aménagement des terrains situés entre la Rue Openveld et la Rue de Termonde sur le territoire de Berchem-Sainte-Agathe, cadastrés section B n°134;

Vu que cette voirie de desserte locale qui a été réalisée pour garantir l'accès carrossable aux services de secours des nouveaux immeubles de logement sera rétrocédée gratuitement à la commune conformément à la délibération du Conseil communal du 03.09.2009 (03/09/2009/A007);

Considérant que cette nouvelle voirie de faible largeur, aménagée en zone résidentielle, ne présente pas les caractéristiques d'une rue classique mais plutôt d'une venelle;

Considérant que cette voirie a été aménagée sur une parcelle de terrain à bâtir, propriété de la Société Coopérative « La Cité Moderne », qui constituait dans les schémas initiaux de la Cité Jardin érigée en 1923 par l'architecte Victor BOURGEOIS, une zone d'extension potentielle cet ensemble de logements ;

Considérant que la renommée internationale de l'architecte Victor BOURGEOIS est en grande partie liée à la réalisation de la Cité Moderne de Berchem-Sainte-Agathe, et que son patronyme mérite à ce titre d'être mentionné dans le quartier qu'il a urbanisé ;

Vu ces motifs ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE à l'unanimité des voix:

Article 1 :

La dénomination « Venelle Victor Bourgeois » est attribuée à cette nouvelle voirie.

Article 2 :

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de l'exécution des formalités prescrites en ces matières

---

Benaming van de nieuwe kleine wegenis aangelegd tussen de Openveldstraat en de Dendermondestraat

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de Gemeentewet;  
Gezien het Brussels wetboek voor ruimtelijke ordening besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 09.04.2004;

Gezien de ministeriële omzendbrief nr. DI 500.25 van 07.12.1972;

Gezien de stedenbouwkundige vergunning met aanleg van nieuwe verkeerswegen (AB 6566), verleend op 06.06.2008, aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij voor de aanleg van de gronden gelegen tussen Openveldstraat en de Dendermondestraat te Sint-Agatha-Berchem, gekadastreerd sectie B nr134;

Gezien deze wegenis, die aangelegd is voor plaatselijk vervoer, om toegang te geven aan de hulpdiensten voor de nieuwe woningen, aan de gemeente gratis afgestaan zal worden in overeenstemming met de beraadslaging van 03.09.2009 (03/09/2009/A007);

Overwegende dat deze nieuwe wegenis, omwille van haar smalle breedte aangelegd is in een woonerf die niet echt als een straat kan beschouwd worden, maar eerder als een steeg;

“Overwegende dat deze wegenis aangelegd werd op een perceel bouwgrond, eigendom van de coöperatieve vennootschap “De moderne Wijk”, die in de oorspronkelijke richtplannen van de tuinwijk opgericht in 1923 door architect Victor BOURGEOIS, beschouwd werd als een mogelijke uitbreiding van het woongeheel;

Overwegende dat de internationale vermaardheid van architect Victor BOURGEOIS groten deels betrekking heeft op de realisatie van de Moderne Wijk van Sint-Agatha-Berchem en dat het om deze reden gegrond is zijn patroniem te melden in de wijk die hij getribaniseerd heeft;

Gezien deze motieven;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De benaming "Victor Bourgeoissteeg" wordt aan deze wegenis toegekend;

Artikel 2:

Het College van Burgemeester en Schepenen wordt gelast met de uitvoering van het onderhavige besluit

09/06/2011/A/018

---

Ruchers collectifs au Bois du Wilder- Signature d'une convention avec l'ASBL "Apiwilder" et attribution d'un subside dans le cadre du Plan d'action de l'Agenda 21 Local

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,


Vu le Plan d'Actions élaboré dans le cadre de l'Agenda 21 local;

Vu que ce plan d'action prévoit notamment le soutien d'actions citoyennes visant des objectifs environnementaux et durables;

Vu que la mise en oeuvre du Plan d'actions est couverte par un subside de l'IBGE à hauteur de €25.000,00 pour l'année 2011;

Considérant le projet déposé par l'ASBL "Apiwilder" auprès de l'IBGE visant à l'occupation d'une parcelle au Bois du Wilder pour le développement d'un rucher collectif;

Considérant que l'IBGE a accordé à l'ASBL "Apiwilder" une parcelle pour l'installation d'un rucher collectif et a fourni une série de ruches;





Considérant que le projet que l'ASBL "Apiwilder" entend développer sur le territoire de notre commune cadre précisément avec les objectifs définis par le plan d'actions de l'Agenda 21 local en ce qu'il porte sur un projet à destination de tous les Berchemois; Considérant que hormis les ruches offertes par l'IBGE à l'ASBL, celle-ci doit également investir dans du matériel de gestion, l'achat d'essaims et de nourriture pour les essaims;

Considérant que, moyennant convention avec l'ASBL, la commune peut lui attribuer un subside pour réaliser ces investissements.

Vu les statuts de l'ASBL "Apiwilder";

Vu le projet de convention établi par le coordinateur communal de l'Agenda 21 local; Vu qu'un subside de €2.500,00 peut être accordé à l'ASBL, dans le cadre du subside octroyé par Bruxelles-Environnement à la commune pour la mise en place de l'Agenda 21 Local, moyennant signature de cette convention qui mentionne la manière dont le subside pourra être utilisé;

Vu le budget communal 2011 et plus spécialement l'article 879/332-02 tel qu'il sera adapté lors de la prochaine modification budgétaire;

Vu ces motifs;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE à l'unanimité des voix:

Article 1:

Le projet de convention entre la commune de Berchem-Sainte-Agathe et l'ASBL « Apiwilder », pour le développement d'un rucher collectif sur le territoire communal, au Bois du Wilder, annexé à la présente délibération est approuvé;

Article 2:

Un subside de €2.500,00 est octroyé à l'ASBL « Apiwilder », dont le siège est établi Place de l'Eglise, 11 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe, dans le cadre du plan d'actions de Agenda 21 local pour le développement d'un rucher collectif sur le territoire communal, au Bois du Wilder

Article 3:

La dépense sera imputée à l'article 879/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2011 lors de la prochaine modification budgétaire.

Article 4:

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de la mise en œuvre de la présente décision

---

Collectieve bijenkorf in het Wilderbos - Overeenkomst met de VZW "Apiwilder" en toekenning van een subsidie in het kader van het Actieplan van de lokale Agenda 21

DERAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,

Gelet op het Actieplan dat uitgewerkt werd in het kader van de lokale Agenda 21;

Gelet op het feit dat bovenvermeld plan voorziet in steun aan acties rond milieu en duurzaamheid die uitgaan van de burgers;

Gelet op het feit dat het BIM voor het implementeren van het Actieplan een subsidie van € 25.000,00 ter beschikking stelt voor 2011;

Gelet op het project dat door de vzw "Apiwilder" bij het BIM werd ingediend waarbij een perceel van het Wilderbos zou gebruikt worden voor de ontwikkeling van een collectieve bijenkorf;

Overwegende dat het BIM de vzw "Apiwilder" een perceel grond heeft toegewezen voor de ontwikkeling van een collectieve bijenkorf en ook een aantal korven heeft ter beschikking gesteld;

Overwegende dat het project dat de vzw "Apiwilder" wenst te ontwikkelen op het grondgebied van onze gemeente kadert binnen de doelstellingen die werden opgenomen in het Actieplan van de lokale Agenda 21 gezien het project zich tot alle Berchemnaren richt;

Overwegende dat, naast de door het BIM aan de vzw ter beschikking gestelde bijenkorven de VZW ook dient te investeren in materiaal; met name de aankoop van zwermen en voedsel hiervoor;

Overwegende dat mits het afsluiten van een overeenkomst met de vzw de gemeente deze laatste een subsidie kan toekennen met het oog op het concretiseren van deze investeringen;

Gelet op de statuten van de vzw "Apiwilder";

Gelet op de ontwerpovereenkomst die door de gemeentelijke coördinator voor de lokale Agenda 21 werd opgesteld;

Gelet op het feit dat een subsidie van € 2.500,00 aan de vzw kan worden toegekend in het kader van de subsidie die door Brussel Leefmilieu wordt toegekend voor het uitvoeren van de lokale Agenda 21, mits ondertekening van een overeenkomst die bepaalt hoe de subsidie mag worden aangewend;  
Gelet op de gemeentebegroting 2011 en meer in het bijzonder artikel 879/332-02 na begrotingswijziging;  
Om die redenen;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De ontwerpovereenkomst tussen de gemeente en de vzw "Apiwilder" voor de ontwikkeling van een collectieve bijenkorf op het grondgebied van de gemeente in het Wilderbos, zoals gevoegd in bijlage van onderhavige besluit wordt goedgekeurd;

Artikel 2:

In het kader van het Actieplan van lokale Agenda 21 een subsidie van € 2.500,00 toe te kennen aan de vzw "Apiwilder", waarvan de zetel gevestigd is op het Kerkplein 11 te 1082 Sint-Agatha-Berchem, voor de ontwikkeling van een collectieve bijenkorf op het grondgebied van de gemeente in het Wilderbos;

Artikel 3:

De uitgaven worden geboekt op artikel 879/332-02 van de gewone dienst van de begroting voor het boekjaar 2011 naar aanleiding van de volgende begrotingswijziging.

Artikel 4:

Het College van Burgemeester en Schepenen wordt gelast met de uitvoering van onderhavige beslissing

09/06/2011/A/019

Enlèvement gratuit des tags - Renouvellement

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, particulièrement les articles 117, 119 et 135 ;  
Attendu qu'une nouvelle forme de pollution altère désormais les façades de nos rues ;  
Considérant qu'outre l'évidente impression de malpropreté qu'ils génèrent, les graffitis sauvages ou tags tendent à créer autour des sites, qui en sont la cible, un réel sentiment d'insécurité pour les habitants et les visiteurs de la commune ;  
Considérant qu'il est de l'intérêt général de restituer à tous et à chacun un environnement plus agréable à vivre ;  
Attendu la possibilité de financement par le budget fédéral des sommets européens ;  
Considérant qu'il est opportun de mettre à la disposition des propriétaires d'habitation un service gratuit d'enlèvement des tags sur les façades sises sur le territoire communal et visibles depuis l'espace public ;  
Considérant qu'il est techniquement impossible de garantir l'effacement d'un tag sans altérer le support ;  
Considérant que certains supports ne sont pas appropriés pour appliquer la technique d'enlèvement des graffitis ;  
Vu le modèle de convention à conclure avec le propriétaire de l'habitation concernée afin de se prémunir contre les recours ;  
Considérant que des crédits sont inscrits au service ordinaire du budget communal 2011 à l'article 30002/12302-48 ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;  
Après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité des voix:

Article 1:

Dans les limites des crédits prévus au budget communal et dans les limites du présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut autoriser l'intervention gratuite du service d'enlèvement des tags souillant les façades d'habitations sises sur le territoire communal et visibles depuis l'espace public et ce pour les demandes faites avant le 30 novembre 2011.

Article 2:

Le propriétaire de l'habitation, le titulaire d'un droit réel démembré sur l'immeuble ou le conseil de gérance de copropriétés, adresse une demande d'intervention auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui statue sur la demande.

Après accord du Collège des Bourgmestres et Echevins, l'enlèvement des tags sera réalisé après la signature de la convention jointe à la présente délibération

Article 3:

Le Collège est chargé de désigner un prestataire de service spécialisé pour l'enlèvement de tags.

Article 4:

Les prestations de service seront financées par l'article 30002/12302-48 du budget ordinaire 2011.

Article 5:

Le règlement entre en vigueur à partir de la date de l'approbation du présent règlement par l'autorité de tutelle

---

Gratis verwijderen van tags - Hernieuwing  
DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid de artikels 117, 119 en 135;  
Overwegende dat een nieuwe vorm van vervuiling inmiddels sommige gevels van onze straten aantast;  
Overwegende dat, behalve de vanzelfsprekende indruk van vervuiling dat ze opwekken, ze wilde graffiti's en tags veroorzaken, eveneens rond de sites, die er het mikpunt van zijn, een reëel gevoel van onveiligheid voor de bewoners en de bezoekers van de gemeente;  
Overwegende dat het in het algemene belang is om eenieder een meer aangename leefomgeving terug te bezorgen;  
Overwegende de financieringsmogelijkheid door het federaal budget van de Europese toppen;  
Overwegende dat het gepast is om de eigenaars van woningen aan te moedigen de gevels, zichtbaar van het openbaar domein, te beschermen door middel van een antigrffitilaag;  
Overwegende dat het technisch onmogelijk is om het verwijderen van een tag te garanderen zonder de steun aan te tasten;  
Overwegende dat sommige steunen niet geschikt zijn voor het aanbrengen van de techniek voor de verwijdering van de tags;  
Gezien het model van overeenkomst dat moet gesloten worden met de eigenaar van de betrokken woning om zich te behoeden tegen bezwaren;  
Overwegende dat de kredieten ingeschreven zijn op de gewone begroting 2011 op artikel 30002/12302-48;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,  
Na beraadslaging,

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Binnen de perken van de door de gemeenteraad voorziene kredieten in de begroting en de limieten van onderhavig reglement, kan het College van Burgemeester en Schepenen een kosteloze interventie toelaten voor het wegnemen van de tags die de gevels bevuilden van de woningen gelegen op het gemeentelijke territorium en die zichtbaar zijn van het openbaar domein en dit voor de aanvragen gedaan vóór 30 november 2011.

Artikel 2:

De eigenaar van de woning, de titularis van een reëel recht gevestigd op een gebouw of door de beheerraad van de gemeenschappelijke eigendom, dient een interventieaanvraag in bij het College van Burgemeester en Schepenen die uitspraak doet over zijn aanvraag.

Na akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen en na ondertekening van de overeenkomst, gevoegd bij onderhavige beraadslaging, zullen de tags verwijderd worden.

Artikel 3:

Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met het aanduiden van een gespecialiseerde dienstverlener voor het verwijderen van de tags.

Artikel 4:

De dienstverleningen zullen gefinancierd worden op artikel 30002/12302-48 van de gewone begroting 2011.

Artikel 5:

Dit reglement treedt in werking vanaf de datum van goedkeuring door de Toezichthoudende Overheid

Services postaux - Convention de mandat type et mandat à la Commune d'Ixelles dans le cadre d'un marché public de services conjoint à passer via une procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2,1<sup>o</sup>,f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et de services pour les services postaux relevant du service universel – Ratification de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 avril 2011

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fourniture et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi ;

Vu l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 précisant que l'exécution conjointe de marchés publics pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée dans les conditions déterminées par la loi ;

Considérant que la libéralisation complète des services postaux en Belgique est effective depuis le 1er janvier 2011 ;

Vu la circulaire du 15 novembre 2010 invitant les pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services à se préparer à remplir les obligations de la mise en concurrence de marchés publics de services de courrier ;

Vu la loi du 13 décembre 2010 modifiant les lois du 21 mars 1991, du 9 juillet 2001 et du 17 janvier 2003, entrée en vigueur le 31 décembre 2010, désignant Bpost en tant que prestataire du service universel jusqu'au 31 décembre 2018 d'une part et permettant que d'autres prestataires effectuent les services d'envois de correspondance domestiques et transfrontières entrant relevant du service universel moyennant l'obtention préalable d'une licence individuelle d'autre part ;

Considérant qu'actuellement, aucun prestataire n'a introduit une demande dans le cadre de l'obtention de ladite licence individuelle ;

Considérant la nécessité d'assurer la pérennité du service postal en vigueur dans les entités publiques bruxelloises ;

Considérant dès lors la nécessité de passer un marché public à cette fin, à savoir un marché public pour les services postaux pour les envois de correspondance en Belgique relevant du service universel tel que visé par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (envois postaux jusqu'à 2 kg) et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an, pour lequel actuellement aucune concurrence n'est possible avec le prestataire du service universel désigné par la loi à savoir Bpost ;

Considérant la proposition de la Commune d'Ixelles lors d'une réunion du GTI MP BXL le 23 novembre 2010, de réaliser un marché public de services conjoint pour les services postaux relevant du service universel tel que visé par la loi du 21 mars 1991 et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an ;

Considérant que les Communes intéressées par le fait de se joindre au marché conjoint devront valablement mandater la Commune d'Ixelles pour réaliser en leur nom et pour leur compte un marché de services conjoint pour les services postaux relevant du service universel tel que visé par la loi du 21 mars 1991 et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an sur la base de la convention faisant l'objet de cette délibération ;

Vu la Nouvelle Loi Communale,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 avril 2011 décidant :

« Article 1

*De marquer son accord de principe et d'approuver la convention-type à conclure avec chaque mandant, dans le cadre de la réalisation d'un marché public de services conjoint à passer avec Bpost via une procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup>, f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fourniture et de services pour les services postaux relevant du service universel tel que visé à la loi du 21 mars 1991 et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an, reprise en annexe de la présente délibération pour en faire partie intégrante.*

Article 2

*De mandater la commune d'Ixelles pour la prise en charge du marché de services conjoint pour les services postaux relevant du service universel tel que visé à la loi du 21 mars 1991 et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an sur la base de la convention faisant l'objet de cette délibération ;*

Article 3

L

*La présente délibération sera transmise au conseil communal en sa plus prochaine séance pour ratification »*

DECIDE à l'unanimité des voix:

Article 1:

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 avril 2011 relative à la convention de mandat type et mandat à la Commune d'Ixelles dans le cadre d'un marché public de services conjoint à passer via une procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1<sup>o</sup>, f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et de services pour les services postaux relevant du service universel, est ratifiée

-----  
Postdiensten - Type mandaatovereenkomst en mandaat aan de Gemeente Elsene in het kader van een samengevoegde overheidsopdracht om diensten te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking conform artikel 17, § 2, 1<sup>o</sup>, f) van de wet van 24 december 1993 met betrekking tot de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, voor de postdiensten voor de universele diensten - Bekrachtiging van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 april 2011

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 met betrekking tot de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de besluiten die werden getroffen ter uitvoering van deze wet;

Gelet op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 dat verduidelijkt dat de gezamenlijke uitvoering van overheidsopdrachten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden, in het algemeen belang, kan worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet;

Overwegende dat de volledige liberalisatie van de postdiensten in België effectief is sinds 1 januari 2011;

Gelet op het rondschrijven van 15 november 2010 waarbij de aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de wet van 24 december 1993 met betrekking tot de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor werken, leveringen en diensten, worden gevraagd zich voor te bereiden om de verplichtingen van de oproep tot mededingen voor de overheidsopdrachten voor postdiensten te vervullen;

Gelet op de wet van 13 december 2010 die de wetten van 21 maart 1991, 9 juli 2001 en 17 januari 2003 wijzigt en die van kracht werd op 31 december 2010, en Bpost aanduidt als verlener van de universele dienst tot 31 december 2018 enerzijds, en toelaat dat andere dienstverleners de binnenkomende binnenlandse en grensoverschrijdende verzendingsdiensten die afhangen van de universele dienst middels het voorafgaandelijk bekomen van een individuele vergunning, anderzijds, uitvoeren;

Overwegende dat op dit moment, geen enkele prestatieverlener een aanvraag heeft ingediend in het kader van het verkrijgen van vermelde individuele vergunning;

Gezien de noodzaak om de duurzaamheid van de postdienst die van kracht is in de Brusselse overheidsentiteiten te verzekeren;

Gezien daarom de noodzaak om hiervoor een overheidsopdracht te gunnen, namelijk een overheidsopdracht voor de postdiensten voor de nationale verzendingen die onder de toepassing vallen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervormingen van sommige economische overheidsbedrijven (postzendingen tot 2 kg) en onderworpen zijn aan een vergunning gedurende één jaar, voor welke geen enkele mededinging mogelijk is met de door de wet aangeduide aanbieder van de universele dienst, te weten Bpost.

Gezien het voorstel van de Gemeente Elsene tijdens een vergadering van de WIG OO BRUSSEL op 23 november 2010, om een samengevoegde overheidsopdracht te realiseren voor de postdiensten voor de universele diensten zoals beoogd door de wet van 21 maart 1991 en die onderworpen zijn aan de verkrijging van een vergunning gedurende één jaar;

Overwegende dat de gemeenten die interesse hebben bij het aansluiten van de samengevoegde overheidsopdracht, de Gemeente Elsene geldig zullen moeten mandateren om in hun naam en voor hun rekening een samengevoegde overheidsopdracht te verwezenlijken voor de postdiensten voor de universele diensten zoals beoogd door de wet van 21 maart 1991 en die onderworpen zijn aan de verkrijging van een vergunning gedurende één jaar op basis van een overeenkomst die het voorwerp uitmaakt van deze beraadslaging;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;  
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 april 2011 beslissend:

"Artikel 1

*Akkoord te gaan met het principe en de type overeenkomst, bij onderhavige beraadslaging gevoegd als bijlage om er integraal deel van uit te maken, die moet worden afgesloten met elke mandant, in het kader van de verwezenlijking van een samengevoegde overheidsopdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking conform artikel 17, § 2, 1°, f) van de wet van 24 december 1993 met betrekking tot de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, voor de postdiensten voor de universele diensten zoals beoogd door de wet van 21 maart 1991 en die onderworpen zijn aan de verkrijging van een vergunning gedurende één jaar, goed te keuren.*

Artikel 2

*De Gemeente Elsene mandateren om de samengevoegde overheidsopdracht te verwezenlijken voor de postdiensten voor de universele diensten zoals beoogd door de wet van 21 maart 1991 en die onderworpen zijn aan de verkrijging van een vergunning gedurende één jaar op basis van een overeenkomst die het voorwerp uitmaakt van deze beraadslaging.*

Artikel 3

*De huidige beslissing zal doorgegeven worden voor ratificatie bij de Gemeenteraad"*

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 april 2011 met betrekking tot de type mandaatovereenkomst en mandaat aan de Gemeente Elsene in het kader van een samengevoegde overheidsopdracht om diensten te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking conform artikel 17, § 2, 1°, f) van de wet van 24 december 1993 met betrekking tot de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, voor de postdiensten voor de universele diensten, wordt bekrachtigd

09/06/2011/A/021

-----  
Demande de subside dans le cadre de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant des subventions aux communes pour des projets d'infrastructures consacrées aux crèches suite à l'attribution d'un bail emphytéotique pour l'immeuble communal situé 70, Rue des Soldats en vue de son aménagement et son exploitation en structure d'accueil néerlandophone pour la petite enfance par une ASBL - Délégation au Collège pour introduire les différentes pièces du dossier de demande de subside

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la nécessité d'augmenter la quantité de places d'accueil pour la petite enfance sur le territoire communal ;

Vu que la Région de Bruxelles-Capitale peut allouer une subvention pour les projets d'infrastructures consacrés aux crèches pour autant que le dossier complet leur parvienne avant le 15 juin 2011 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 novembre 2010 (25/11/2010/A/008) portant sur l'introduction d'une demande de subsides régionaux pour la rénovation/construction de l'arrière-bâtiment situé 70, Rue des Soldats, par une ASBL en vue de l'aménagement d'une crèche néerlandophone conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2010 accordant des subventions aux communes pour des projets d'infrastructures consacrés aux crèches ;  
Vu qu'en date du 19 janvier 2011, l'administration des pouvoirs locaux faisait savoir que le projet de Berchem-Sainte-Agathe avait été sélectionné et qu'un dossier de demande de subsides complet devait être introduit avant le 15 juin 2011 conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement mentionné ci-dessus ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mai 2011 (26/05/2011/A/02) marquant son accord au sujet de la conclusion d'un bail emphytéotique avec l'ASBL CKO 't Breugelkind pour l'aménagement et l'exploitation en tant que structure d'accueil néerlandophone pour la petite enfance du bien communal situé 70, Rue des Soldats ;

Vu que l'ASBL CKO Breugelkind doit fournir les éléments nécessaires à l'introduction par la commune du dossier complet de demande de subsides auprès de la Région au plus tard le 10 juin 2011 afin de pouvoir déposer le dossier auprès des autorités régionales dans les délais prescrits;

DECIDE à l'unanimité des voix:

Article 1:

La commune sollicitera auprès de la Région de Bruxelles-Capitale un subside en vue de l'aménagement en crèche du bien communal situé Rue des Soldats 70 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe à hauteur de 60% du montant des travaux envisagés avec un maximum de € 500.000,00. Après réception du subside, ce montant sera transféré par la commune à l'ASBL CKO 't Breugelkind, emphytéote du bien.

Article 2:

La commune précise à l'autorité subsidiaire qu'elle a prévu dans le bail emphytéotique, afin de répondre aux exigences de la Région, que l'emphytéote respecte les engagements suivants:

- Augmenter, par le biais des travaux à réaliser, le nombre total de places de crèche sur le territoire de Berchem-Sainte-Agathe, en permettant d'aménager dans la nouvelle structure 36 places d'accueil pour les enfants de 0 à 3 ans ;
- La commune restera propriétaire de la construction et il ne sera pas permis à l'emphytéote de modifier, dans les vingt années de l'octroi du subside, l'affectation du bâtiment;
- L'emphytéote assurera l'entretien et la gestion du bien subsidié durant toute la durée de l'emphytéose ;
- L'emphytéote préviendra la commune des subsides obtenus auprès d'autres pouvoirs subsidiaires pour le projet envisagé, afin de permettre à la commune d'informer la Région de la nature et du montant de ceux-ci ;
- L'emphytéote s'engage à appliquer les réglementations communautaires relatives à la participation financière des parents.

La commune s'engage pour sa part envers la Région de Bruxelles-Capitale pour ces points.

Article 3 :

Le Conseil communal donne délégation au Collège des Bourgmestre et Echevins pour approuver et joindre les éléments suivants, qui seront fournis par l'emphytéote, au dossier de demande de subsides à la Région avant le 15 juin 2010:

- le plan des installations ;
- le cahier spécial des charges ;
- les mètres descriptif, récapitulatif et estimatif détaillés par poste;
- une copie des autorisations régionales (permis d'urbanisme) ou les copies des demandes de permis déposées par l'emphytéote, avec due motivation ;
- l'avis de Kind & Gezin confirmant la conformité du projet aux normes communautaires d'ouverture du milieu d'accueil ou les copies des demandes adressées à cet organisme par l'emphytéote, avec due motivation
- l'avis du Service régional d'Incendie ou les copies des demandes adressées à cet organisme par l'emphytéote, avec due motivation

-----  
Indienen van een subsidieaanvraag in het kader van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van toelagen aan de gemeenten voor projecten van infrastructuur bestemd voor crèches ingevolge de toekenning van een erfpacht voor het gemeentelijk gebouw gelegen in de Soldatenstraat 70, met het oog op de inrichting en uitbating van een Nederlandstalig kinderdagverblijf door een VZW- Delegation aan het College om de verschillende elementen van het subsidiedossier in te dienen bij het Gewest  
DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de bezorgdheid van de gemeentelijke autoriteiten om de opvangmogelijkheden voor jonge kinderen op het grondgebied van de gemeente uit te breiden;

Gezien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een subsidie kan toekennen voor infrastructuurprojecten van gebouwen bestemd als kinderdagverblijf voor zover het subsidiedossier wordt ingediend tegen 15 juni 2011;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 november 2010 (25/11/2010/A/008) betreffende de indiening van een subsidiedossier bij het gewest voor de bouw/verbouwing van een achterhuis in de Soldatenstraat nummer 70 door een VZW met de bedoeling er een Nederlandstalig kinderdagverblijf in te richten in overeenstemming met het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2010 met betrekking tot het toekennen van toelagen aan de gemeenten voor projecten van gemeentelijke infrastructuur gewijd aan kinderdagverblijven;

Gezien de administratie lokale besturen op 19 januari 2011 heeft laten weten dat het project van Sint-Agatha-Berchem werd weerhouden en dat een volledig

subsidiedossier moet overgemaakt worden tegen 15 juni 2011 overeenkomstig artikel 5 van het bovenvermelde besluit;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 mei 2011 (26/05/2011/A/02) betreffende de toekenning aan de VZW CKO 't Breugelkind van de erfpacht voor het gemeentelijk gebouw gelegen in de Soldatenstraat 70, met het oog op de inrichting en de uitbating van een Nederlandstalig kinderdagverblijf;

Gezien de VZW CKO 't Breugelkind alle documenten die noodzakelijk zijn voor de indiening van het subsidiedossier bij het Gewest uiterlijk op 10 juni 2011 aan de gemeente dient over te maken zodat de gemeente deze binnen de vooropgestelde termijn aan de gewestelijke diensten kan bezorgen;

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De gemeente zal bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een subsidie aanvragen voor het oprichten van een kinderdagverblijf in het gemeentelijk gebouw gelegen in de Soldatenstraat 70 te 1082 Sint-Agatha-Berchem ten belope van 60% van de voorziene kosten voor de werken met een maximum van € 500.000,00. Na ontvangst van de subsidie zal deze door de gemeente overgemaakt worden aan de VZW CKO 't Breugelkind, erfpachter van het goed.

Artikel 2:

De gemeente stelt duidelijk aan de subsidiërende overheid dat zij in de erfpachtovereenkomst heeft voorzien dat de erfpachter de volgende verplichtingen dient na te komen, zoals vereist door het Gewest:

- Door het uitvoeren van de werken een capaciteitsverhoging van opvangplaatsen op het grondgebied van Sint-Agatha Berchem te realiseren, door het oprichten in het nieuw kinderdagverblijf van 36 plaatsen voor kinderen van 0 tot 3 jaar;
- De gemeente blijft eigenaar van de constructie en het is de erfpachter niet mogelijk, gedurende een termijn van 20 jaar na het ontvangen van de subsidie, de bestemming van het gebouw te wijzigen;
- De erfpachter zal zorgen voor het onderhoud en het beheer van het betoelaagde goed gedurende de volledige duur van de erfpacht;
- De erfpachter zal de gemeente erover inlichten indien deze subsidies ontvangt van een andere subsidiërende overheid, zodat de gemeente het Gewest over de aard en het bedrag kan inlichten;
- De erfpachter engageert zich ertoe de regeling van de gemeenschappen met betrekking tot de ouderbijdrage te respecteren.

De gemeente verbindt zich voor deze punten op haar beurt ten aanzien van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3:

De Gemeenteraad geeft delegatie aan het College van Burgemeester en Schepenen om volgende documenten, die door de erfpachter zullen bezorgd worden, goed te keuren en over te maken aan het Gewest voor het subsidiedossier dat tegen 15 juni 2011 dient ingediend te worden:

- de plannen van de installaties;
- het bestek;
- de beschrijvende, samenvattende en ramende opmetingsstaten, gedetailleerd per post;
- een kopie van de eventueel vereiste gewestelijke vergunningen (stedenbouwkundige vergunning) of het bewijs van de gedane aanvraag door de erfpachter, behoorlijk gemotiveerd;
- het advies van Kind & Gezin dat bevestigt dat het project overeenstemt met de gemeenschapsnormen voor het openen van de opvangomgeving of de kopie van de adviesvraag door de erfpachter, behoorlijk gemotiveerd;
- het advies van de Gewestelijke dienst voor brandbestrijding of de kopie van de adviesvraag door de erfpachter, behoorlijk gemotiveerd

09/06/2011/A/022

Departement Welzijn - Gemeentelijke basisschool - Verlenging van de huidige scholengemeenschap voor de periode 2011-2014 en goedkeuring van de overeenkomst "interlokale vereniging Spectrum"

DE RAAD,

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 artikel 125quater;  
Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 de artikelen 125bis tot en met 125quaterdecies en artikel 125vicies;

L



Gelet op het decreet van 6 juli 2001 betreffende de intergemeentelijke samenwerking, de artikelen 2§1,6,7 en 8;  
Gelet op het decreet van 2 april 2004 betreffende participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad, artikel 19;  
Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, de artikelen 42 en 43;  
Gelet op het decreet van 25 februari 2011 betreffende de scholengemeenschappen in het basis- en secundair onderwijs (Minidecreet scholengemeenschappen);  
Gelet op het schrijven van het beheerscomité van de scholengemeenschap om de samenwerking te verlengen voor een periode van drie schooljaren.  
Gelet op het protocol nr. 2011/OC1 van 10/5/2011 van het afzonderlijk bijzonder comité;  
Gelet op het advies van de schoolraad van 28/4/2011;  
Overwegende dat een schoolbestuur in het kader van de organisatie van haar basisonderwijs een scholengemeenschap kan vormen met andere schoolbesturen,  
Overwegende dat een scholengemeenschap zowel kleuter- als lager onderwijs moet bevatten, op de eerste schooldag van februari 2011 minstens 900 gewogen leerlingen moet tellen en zich hoogstens over 5 aangrenzende onderwijszones mag uitstrekken,  
Overwegende dat de huidige scholengemeenschap onder de vorm van een interlokale vereniging werd afgesloten,  
Overwegende dat de interlokale vereniging haar werking vastlegde in de huidige overeenkomst van scholengemeenschap Spectrum en deze na een periode van zes schooljaren afloopt op 31 augustus 2011,

BESLUIT met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De werking van de huidige scholengemeenschap in de vorm van een interlokale vereniging Spectrum met drie schooljaren te verlengen vanaf 1 september 2011.

Artikel 2:

Het ontwerp van overeenkomst inzake scholengemeenschap (bijlage overeenkomst) goed te keuren.

Artikel 3:

De Schepenen van Nederlandstalig onderwijs aan te duiden als effectief lid van het beheerscomité, de directeur van het departement Welzijn aan te duiden als plaatsvervangend lid.

Artikel 4:

Het College te belasten met de concrete uitvoering van deze beslissing

---

Département du Bien-Etre – Prolongation du centre d'enseignement actuel pour la période 2011-2014 et approbation de la convention "interlokale vereniging Spectrum"

---

09/06/2011/A/023

Departement Welzijn - Gemeentelijke Basisschool - Arbeidsreglement voor het basisonderwijs – Wijziging  
DE RAAD,

Gelet op de wet van 18 december 2002 houdende wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;  
Gezien het model van arbeidsreglement voor de personeelsleden van het gemeentelijk basisonderwijs goedgekeurd door de Gemeenteraad op 27/5/2010;  
Gelet op het ontwerp tot Besluit van de Vlaamse regering betreffende de regeling van de jaarlijkse vakantie voor de administratief medewerker en voor bepaalde personeelsleden van het administratief personeel in het onderwijs;  
Gelet op de omzendbrief van 31/3/2011 met betrekking tot deze vakantieregeling;  
Gelet op het protocol van akkoord met de vakbonden op 27/4/2011;

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Enig artikel:

De wijziging van het arbeidsreglement voor het basisonderwijs wordt goedgekeurd als volgt:

6.3.3.2. Prestaties tijdens de jaarlijkse vakantie.

Art. 182 Het schoolbestuur kan haar personeelsleden tijdens de jaarlijkse vakantie verplichten om maximaal 12 werkdagen prestaties te leveren, waarvan maximaal 10 werkdagen tijdens de zomervakantie.

Dit aantal prestatiedagen geldt voor personeelsleden die aangesteld zijn voor een voltijdse opdracht. Als een personeelslid voor een deeltijdse opdracht is aangesteld, wordt het aantal prestatiedagen verhoudingsgewijs aangepast.

Na onderhandeling in het daartoe bevoegde onderhandelingscomité deelt het schoolbestuur elk jaar uiterlijk voor de kerstvakantie aan haar personeelsleden hun aantal te verrichten prestatiedagen mee en de verdeling van deze dagen over de diverse vakantieperiodes.

De wedertewerkgestelde als administratief medewerker volgt de vakantieregeling die van toepassing is op het ambt waarin betrokkene werd wedertewerkgesteld (ambt van administratief medewerker)

-----  
Département du Bien-Etre - Ecole communale primaire néerlandophone - Règlement de travail pour l'enseignement primaire néerlandophone – Modification  
-----

09/06/2011/A/024

Departement Welzijn - Academie voor Muziek en Woord (DKO) - Functiebeschrijving voor het ambt van opsteller/studiemeester-opvoeder  
DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de decreten betreffende het onderwijs;

Gelet op het decreet van 13 juli 2007 houdende dringende maatregelen met betrekking tot functiebeschrijving en evaluatie in het onderwijs en de desbetreffende ministeriële omzendbrief van 29 oktober 2007;

Gelet op het KB van 28.09.1984 en latere wijzigingen, houdende uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de richtlijnen i.v.m. het opstellen van algemene afspraken en functiebeschrijvingen en op de modellen van functiebeschrijvingen van OVSG;

Gelet op de besprekingen met de directie, de Schep en het departementshoofd Welzijn;

Gelet op het protocol van akkoord getekend tijdens het ABOC van 27 april 2011;

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Het hierbij gevoegde model van functiebeschrijving voor het ambt van opsteller/studiemeester-opvoeder in de Academie voor Muziek en Woord (DKO) van Sint-Agatha-Berchem wordt goedgekeurd

-----  
Département du Bien-Etre – “Academie voor Muziek en Woord (DKO)” – Profil de fonction pour l'emploi de rédacteur/surveillant-éducateur  
-----

09/06/2011/A/025

Lettre du 26.05.2011 de Monsieur Marc GHILBERT, Conseiller communal, concernant l'organisation d'examens de recrutement et de promotion  
Le Conseil prend connaissance de la lettre

Brief dtd. 26.05.2011 van Mijnheer Marc GHILBERT, Gemeenteraadslid, betreffende de organisatie van aanwervings- en bevorderingsexamens  
De Raad neemt kennis van de brief

-----  
Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 21 h 40.

Par ordonnance :  
Le Secrétaire communal,

  
Philippe ROSSIGNOL.

Le Bourgmestre,

  
Joël RIGUELLE.